



**Rapport sur la Situation Humanitaire au Tchad
Du 6 au 20 octobre 2008**

Faits majeurs

- Assistance humanitaire minimum dans les localités de Dogdoré et Adé à l'est du Tchad;
- Lancement de campagnes pour une meilleure protection des enfants, des femmes et des filles à l'est;
- Assistance à 3 200 ménages pour les cultures maraîchères dans l'Assoungha;
- Démarrage d'une enquête rapide sur la situation socio-économique et alimentaire des réfugiés, déplacés et retournés à l'est du Tchad;
- Evaluation de la stratégie nationale de lutte contre la poliomyélite;
- Les mines et les UXO ont fait 104 victimes depuis le début de l'année au Tchad;
- Session d'information sur le Droit International Humanitaire au profit des acteurs humanitaires;
- Le CAP pour le Tchad financé à 71%. Cinq ONG financés à 100%.

Contexte politique et sécuritaire

La situation sécuritaire générale est calme et les actes de banditisme affectant les humanitaires ont nettement régressé par rapport aux deux dernières semaines de septembre.

Le déploiement du Détachement Intégré de Sécurité (DIS) à l'est ne devrait être effectif que la semaine du 20 octobre avec la prise de service d'un premier groupe de 320 policiers et gendarmes formés par la MINURCAT. Le déploiement d'autres éléments du DIS, actuellement en formation, suivra probablement en novembre. Au total, 850 policiers et gendarmes seront formés par la MINURCAT pour assurer la sécurité à l'intérieur des camps de réfugiés et des sites de déplacés, et aux alentours.

Le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Alain Le Roy, a effectué une première visite de familiarisation au Tchad du 13 au 15 octobre. Il a rencontré les autorités de la République, des représentants de l'Eufor, de la MINURCAT, l'équipe du pays du Système des Nations Unies à N'Djamena et les acteurs humanitaires à Abéché. Les sujets abordés étaient bien entendu relatifs à la relève de l'EUFOR par les forces onusiennes à partir de mars 2009 et le mandat de la MINURCAT 2. Le Département des Opérations de maintien de la paix remettra pour le 15 novembre, sous l'autorité du Secrétaire général, un rapport au Conseil de Sécurité proposant un concept détaillé pour cette force.

Situation humanitaire

Accès

En raison de l'insécurité dans certaines parties de l'est du Tchad, la présence des organisations humanitaires est limitée dans les zones de Dogdoré et Adé. Les ONG qui intervenaient dans ces localités ont temporairement suspendu leurs activités à la suite d'attaques répétées dans la dernière semaine de septembre. Un service minimum est donc assuré. Protection, sécurité alimentaire, santé, nutrition et éducation pourraient être compromises si des mesures de sécurité de la part des autorités ne sont pas mises en place pour assurer une plus grande sécurité aux organisations humanitaires intervenant dans ces zones.

Education

La rentrée scolaire dans le Sila débute timidement dans les sites de déplacés et les camps des réfugiés. Dans la plupart des sites de déplacés, les maîtres communautaires sont sur place et la communauté participe activement aux activités de l'école à travers la construction de hangars. En revanche, dans la majorité des écoles au sein des communautés hôtes, le personnel enseignant n'est pas encore sur place. La distribution du matériel scolaire mis à disposition par l'UNICEF se poursuit dans les sites des déplacés du Dar Sila et de l'Assoungha.

Pour les camps de réfugiés, le nombre d'enseignants reste insuffisant et pour le moment le recrutement de nouveaux enseignants est suspendu faute de budget suffisant pouvant supporter le paiement de salaires supplémentaires.

Nutrition :

Les résultats préliminaires -partiels- de l'enquête nutritionnelle réalisée par Action Contre la Faim, en collaboration avec l'UNICEF et le cluster nutrition, ont été diffusés le 2 octobre 2008. Ces résultats concernent les trois sites de déplacés de Dogdoré, Gassiré et Gouroukoun et se présentent comme suit:

Prévalences	Sites de déplacés		
	Dogdoré	Gouroukoun	Gassiré
Prévalence de la malnutrition aigue globale ($< -2z$ -scores et / ou oedèmes)	5,8%	4,7%	10,1%
Prévalence de la malnutrition aigue modérée ($< - 2 z$ -scores et $\geq - 3 z$ -scores, sans oedèmes)	5,6%	4,2%	9,6%
Prévalence de la malnutrition aigue sévère ($< - 3 z$ -scores et/ ou oedèmes)	0,1%	0,5%	0,5%

Dans le site de Gassiré, le taux de malnutrition aigue globale est de 10,1% et se situe ainsi légèrement au dessus du seuil d'alerte de 10%. Bien que le protocole de prise en charge de la malnutrition soit appliqué dans ce site, la majorité des cas de malnutrition modérée n'y est pas prise en charge. L'UNICEF, en sa qualité de cluster leader nutrition, a entamé des négociations pour que des dispositions adéquates soient prises rapidement.

L'enquête nutritionnelle continue dans les autres sites à travers l'est. Les résultats définitifs sont attendus vers la fin du mois de novembre 2008.

Protection et Mouvement de populations

Du 6 au 8 octobre 2008, la MINURCAT a organisé un atelier à Ndjaména sur les violences basées sur le genre affectant les réfugiés et déplacés à l'est du Tchad. Le Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies en République Centrafricaine et au Tchad, M. Victor Angelo, a mis l'accent sur la gravité des violations des droits humains, particulièrement à l'encontre des femmes et des jeunes filles à l'est du pays et a lancé officiellement une campagne de proximité sur la vulgarisation des Droits de l'Homme et surtout des Droits de la femme et de la jeune fille.

Dans le cadre de la préparation de l'atelier sur l'évaluation des stratégies et des approches d'aide aux victimes de violences basées sur le genre prévu les 23 et 24 octobre à Abéché, UNFPA a effectué, du 15 au 17 octobre, une mission à Goz Beida. L'équipe de l'UNFPA a eu des rencontres avec les partenaires pour étudier les différentes préoccupations relatives au SGBV et a visité des camps de réfugiés et des sites de déplacés pour faire l'état des lieux des différentes actions en cours pour la prévention et la réponse aux SGBV.

L'ONG Première Urgence (PU) conduit actuellement une campagne de sensibilisation dans les sites de déplacés de l'Assounga (Arkoum, Goundiang et Alacha) sur les violations et atteintes aux droits des enfants plus précisément sur l'éducation et l'enrôlement des enfants par les forces armées. Cette campagne est destinée à neuf Comités de Représentation de Droits Individuels (CRDI) dans les sites des déplacés sus-indiqués.

Le phénomène du « trafic d'enfants » est une préoccupation à l'est du Tchad. L'UNICEF est prête à travailler avec tous ses partenaires (gouvernementaux et non gouvernementaux) dans l'objectif de diffuser largement le « Plan intégré de communication de lutte contre la traite ». La mise en œuvre de ce Plan est prévue pour 2009.

L'ONG Hebrew Immigration Aid Society (HIAS) a repris, grâce au financement de UNFPA, ses activités de suivi de cas de violences basées sur le genre (SGBV) aussi bien dans les camps des réfugiés que dans les sites des déplacés de l'Assounga. Des formations sur les violences faites aux femmes seront organisées à l'intention de 340 membres des autorités locales, leaders communautaires et agents de santé. HIAS compte appuyer la mise

en place de comités SGBV dans chaque site de déplacés et camp de réfugiés. Ce programme, d'une durée de six mois, prendra fin en janvier 2009.

A la suite d'une mission d'évaluation effectuée récemment par les acteurs humanitaires de l'Assoungha dans les villages Mourou, Torodona et Hindoguino, il est apparu que ces villages ont besoin d'assistance dans les secteurs de la santé, de l'eau et de l'éducation. Aucune école n'est fonctionnelle dans ces villages et les ouaddis sont les seules sources d'eau existantes. Le centre de santé de Kawa, réhabilité par le CICR, est le seul fonctionnel dans cette zone.

Le projet de soutien psycho-social de l'UNICEF en faveur des enfants déplacés victimes de traumatisme commence à prendre corps avec la création de centres d'écoute pour les déplacés à Goz Beida. Ces centres seront gérés par INTERSOS qui a prévu une formation du personnel pour la mise en œuvre de ce projet.

Eau, Hygiène et Assainissement

L'UNICEF a organisé un atelier de formation sur la promotion d'hygiène, le 13 octobre, à l'intention du personnel des ONG impliquées dans les activités d'assainissement et d'hygiène à Goz Beida. Cet atelier avait pour but de renforcer les activités d'hygiène et mettre en place un groupe thématique hygiène chargé du suivi des indicateurs.

La journée Internationale du Lavage des Mains (Global Handwashing Day) a été célébrée dans tous les sites de déplacés autour de Goz Beida et de Koukou Angarana. L'UNICEF, en collaboration avec Oxfam Grande Bretagne, Oxfam Intermon ainsi que les autorités administratives et locales, a mis en œuvre une multitude d'activités de promotion de l'hygiène au nombre desquelles des émissions radio, des démonstrations, des sketches et animations publiques en direction des populations, des écoles et des centres de récupération nutritionnels.

L'UNICEF, en collaboration avec la Délégation de l'hydraulique d'Abéché, a effectué un diagnostic de plus de 25 pompes manuelles dans les sites de déplacés de Arkoum, Goundiang et Alacha/alentours. Six pompes en panne identifiées dans ces zones ont été réparées et facilitent l'accès à l'eau potable à plus de 12 500 personnes.

L'ONG ACTED commencera très prochainement des interventions dans le secteur de l'eau et de l'assainissement dans les sites de déplacés de Ganachour, Sanour et les villages de retour de Loboutigué et d'Andressa.

Sécurité Alimentaire

L'enquête sur la situation socio-économique et alimentaire des réfugiés, déplacés et retournés à l'est du Tchad (VAM - Vulnerability Analysis and Mapping/Cartographie et Analyse de la vulnérabilité des ménages-) organisée par le PAM en étroite collaboration avec le CICR et le Ministère de l'Agriculture commence le 20 octobre 2008. Les objectifs de cette enquête sont les suivants :

- Evaluer la situation de la sécurité alimentaire et les conditions générales des populations dans les camps, sites et zones de retours et par zone agro-écologique;
- Identifier les systèmes de vie et de survie de ces populations;
- Caractériser la vulnérabilité alimentaire des populations par zone agro-écologique et par type de population ;
- Evaluer les besoins d'aide alimentaire pour apporter une aide adéquate aux bénéficiaires de l'aide alimentaire en 2009.

Les équipes d'enquêteurs seront appuyées, pendant les 14 jours de l'enquête, par les agences des Nations Unies et les ONG sur le terrain. Un atelier de restitution sera organisé à Abéché à la fin de l'enquête pour la validation des résultats par les différents acteurs.

Dans le cadre de la préparation de la campagne pour les cultures maraîchères, l'ONG SECADEV a identifié 3200 ménages vulnérables dans l'Assoungha devant bénéficier, à partir du 20 octobre, de kits semenciers, d'outils aratoires et d'appui technique. Ce projet vise principalement à permettre aux bénéficiaires de renforcer leurs moyens de subsistance.

Santé

La deuxième réunion du Groupe Technique Consultatif de Poliomyélite s'est tenue à Ndjaména les 15 et 16 octobre 2008. L'objectif de cette rencontre était d'évaluer la mise en œuvre des recommandations de la première réunion de 2005, les performances du programme d'éradication de la polio et d'identifier les différents obstacles à l'éradication définitive et rapide de la polio dans le pays. A l'issue de cette rencontre, il a été recommandé, entre autres, l'amélioration de la qualité des vaccinations supplémentaires, le renforcement des actions conjointes de vaccination avec les pays voisins, le renforcement du programme élargi de vaccination de routine afin de maintenir les acquis et de prévenir de nouvelles contaminations. En dépit des efforts significatifs du Tchad en collaboration avec ses partenaires, des cas de polio continuent d'être enregistrés. Depuis le début de l'année, 24 cas de polio ont été confirmés au Tchad; chaque cas est susceptible d'avoir contaminé 200 enfants.

Depuis le retrait de MSF-H de Goz Beida à la suite des attaques du 27 septembre, les malades du site de Gassiré où l'ONG intervenait sont pris en charge par COOPI au niveau de Koubigou. Cette situation inattendue constitue un surcroît de travail pour COOPI, aussi bien en ce qui concerne la consommation des médicaments que les frais liés aux références médicales imputables à l'organisation. Le Centre de santé de Gassiré prenait également en charge les populations des villages environnant.

Les déplacés retournés au village de Loboutigué, estimés à plus de 3000, sont confrontés à un problème d'accès aux soins de santé. Il n'y a aucune structure sanitaire dans le village et les populations sont obligées de faire plus de 20 km pour arriver aux centres de santé de Kerfi ou de Koukou. L'OMS recommande la mise en place d'une clinique mobile pour faciliter la prise en charge médicale des retournés.

Une mission de la délégation régionale de la santé du Ouaddaï et de l'UNFPA a effectué une évaluation rapide de la santé de la reproduction (SR) dans les camps de réfugiés de Farchana du 7 au 9 octobre 2008. L'UNFPA s'est engagé à appuyer le centre de santé en matériel et équipement médicaux et à assurer la formation du personnel pour une meilleure prise en charge des patients en SR. UNFPA mettra également à la disposition de l'ONG nationale Centre de Support en Santé Internationale (CSSI), gestionnaire de ce centre, des outils destinés à la sensibilisation et à la communication pour le changement des comportements.

Le 20 octobre 2008, une mission de l'UNFPA conduite par le Représentant au Tchad s'est rendue à Iriba. Cette deuxième mission du Représentant, à l'est du Tchad, rentre dans le cadre du suivi et de l'appui au programme que l'UNFPA met en œuvre en collaboration avec ses partenaires et plus particulièrement avec l'ONG Christian Children's Fund (CCF) et CARE. Les camps de Touloum et Am Naback seront visités.

VIH/SIDA- Un programme pour la Prévention de la transmission mère-enfant (PTME) vient de démarrer dans la région du Ouaddaï avec l'appui de l'UNICEF. Cette nouveauté à l'est du Tchad, donne aux enfants qui naissent de mères séropositives des chances réelles de ne pas être porteurs du virus.

Action contre les mines

L'ONG MAG collabore avec le Centre National de Déminage (CND) pour la formation de l'équipe de formateurs du centre à la collecte de données relatives aux mines et aux engins non explosés (UXO). Une formation à l'éducation aux risques des mines à l'intention des agents du Centre Régional de Déminage est en cours à Abéché. Cette formation, dispensée par le CND, est appuyée par le projet PNUD/UNOPS.

L'équipe du service de l'action contre les mines des Nations Unies (UNMAS) qui intervient en appui à la MINURCAT poursuit son déploiement sur Abéché. Parallèlement, elle intervient en appui au CND pour la mise en place d'une base de données et la formation des agents de collecte des données du centre, des opérateurs et des partenaires du centre.

Depuis janvier 2008, les mines et UXO ont fait 104 victimes au Tchad dont 18 décès et 86 blessés.

Coordination et plaidoyer

OCHA a facilité l'organisation d'une session d'information sur le Droit International Humanitaire (DIH) animé par le CICR le 8 octobre 2008 à Abéché. Le DIH vise à protéger les personnes qui ne participent pas ou ne participent plus aux hostilités et à limiter les méthodes et moyens de faire la guerre. Une vingtaine de travailleurs humanitaires des agences du système des Nations Unies et des ONG ont pris part à cette formation. D'autres

sessions d'information sont prévues dans d'autres localités à l'est du Tchad. Le CICR organise régulièrement des sessions d'information et de sensibilisation sur le DIH au profit des forces armées et des forces de sécurité.

Les 13 et 14 octobre 2008, OCHA a dispensé un cours sur "la coordination, les acteurs et les principes humanitaires" à 119 officiers du Détachement Intégré de Sécurité en formation à Ndjaména. Les premiers éléments du DIS formés par la MINURCAT ont également eu à profiter du même cours.

Mobilisation des ressources

L'appel de fonds humanitaire (CAP) pour le Tchad

A la date du 17 octobre, la base de données pour le suivi des fonds reçus dans le cadre du CAP pour le Tchad 2008 indiquait 71% des fonds recherchés ont été mobilisés par les organisations humanitaires. Au total, **224** millions de dollars américains ont été reçus sur les **314** millions de dollars recherchés depuis la révision du mois de juillet.

Sur les 17 ONG qui ont soumis des projets dans le CAP 2008, cinq ont été financés à 100% et deux à plus de 90%. Les ONG ont pu mobiliser de façon générale 18 millions de dollars sur les 41 millions recherchés dans le cadre du CAP; soit environ 43% du financement qui leur est nécessaire.

Les financements reçus par secteur sont répartis comme suit: agriculture 45%, coordination et services d'appui 60%, éducation 14%, alimentation 91%, santé 34%, multi secteur 69%, protection/droits de l'homme 41%, eau et assainissement 44%. Les projets destinés aux actions contre les mines et pour relèvement économique n'ont pas encore reçu de financement dans le cadre du CAP.

Pour plus d'informations sur les contributions des donateurs, les niveaux de financement par secteur et par organisation veuillez consulter le site de ReliefWeb:

http://ocha.unog.ch/fts/reports/daily/OCHA_R3sum_A796.PDF

Calendrier des événements/réunions

Date	Evénements	Où
20 au 31 octobre	Mission d'évaluation du cluster santé	Est du Tchad
20 octobre - 3 novembre	Enquêtes VA M (PAM).	Est Tchad
23-24 octobre	Evaluation des approches et stratégies d'aide aux victimes de violences basées sur le genre les 23 et 24 octobre (UNFPA).	Abéché
25 au 31 octobre	Campagne de sensibilisation sur les UXO.	Biltine

Ce rapport a été préparé grâce aux informations collectées auprès des sous-bureaux de OCHA à Farchana, Goz Beida, Koukou Angarana, Abéché, du bureau de OCHA à Ndjaména et des partenaires.

Pour toute autre information, prière contacter:

Katy Thiam, Chargée de l'Information, OCHA Abéché:

Maurizio Giuliano, Chargé de l'Information Publique, OCHA Ndjaména:

Tél. (235) 620 15 42 –e-mail : thiamk@un.org

Tel : (235) 605 38 92 –email : giuliano@un.org